

## RUSSIE

Amnesty International exhorte les autorités russes à libérer les détenus tchétchènes ou à les inculper

Index AI: EUR 46/14/95

Pour diffusion immédiate

Les autorités russes devraient immédiatement libérer les deux Tchéchènes qu'elles détiennent depuis le mois dernier si elles n'entendent pas les inculper d'une infraction prévue par la loi, a déclaré Amnesty International aujourd'hui (17 juillet 1995).

Les deux hommes sont détenus en vertu d'un décret présidentiel qui autorise la détention de suspects sans inculpation durant un mois au maximum. Ce décret est contraire aux normes constitutionnelles russes et aux normes internationales, qui stipulent que toute personne arrêtée ou détenue doit être traduite devant une autorité judiciaire dans les meilleurs délais.

S'ils devaient faire l'objet de poursuites pénales, Amnesty International demande que les deux hommes puissent bénéficier de l'assistance d'un avocat aussi rapidement que possible et qu'ils aient droit à un procès équitable.

Les deux hommes sont associés à l'opposition politique aux opérations menées par l'armée russe en République tchétchène. Hamad Kourbanov, représentant du président tchétchène Djokhar Doudaev dans la capitale russe, est détenu depuis le 17 juin. Ramzan Mouzaev, secrétaire de l'agence de presse tchétchène, a été arrêté deux jours plus tard. Hamad Kourbanov a entamé une grève de la faim il y a maintenant plus de 20 jours pour protester contre sa détention.

Les deux hommes sont détenus en vertu d'un décret présidentiel de 1994 intitulé "Mesures urgentes visant à protéger la population du banditisme et autres manifestations du crime organisé". Ce décret prévoit que toute personne soupçonnée de rapports avec une organisation criminelle peut être détenue jusqu'à trente jours sans motif.

En faisant usage de ce décret présidentiel, les autorités russes ne respectent ni la Constitution russe, ni les normes internationales, qui stipulent que toute personne arrêtée ou détenue doit être traduite devant une autorité judiciaire dans les meilleurs délais.

En outre, le décret présidentiel ne mentionne pas le droit des accusés à bénéficier de l'assistance d'un avocat lors de leurs trente jours de détention. Ce droit à l'assistance est d'autant plus important que Hamad Kourbanov et Ramzan Mouzaev pourraient être inculpés de trahison, ce qui les rendrait passibles de la peine capitale.

## Rappel des faits

Les détentions sont liées aux événements de Boudennovsk, une ville du sud de la Russie, où en juin dernier près de 1000 civils ont été pris en otages par un commando tchétchène. Le groupe était mené par un officier supérieur des forces du président Doudaev, Chamil Bassaev, qui a affirmé avoir agi à l'insu du président et sans son approbation.

Le commando tchétchène aurait tué au moins quarante personnes lors de son entrée dans la ville le 14 juin. Il a pris des otages et les a détenus dans l'hôpital de la ville, dont le personnel, les patients et les visiteurs ont également été gardés en otages.

Les combattants tchétchènes auraient menacé d'exécuter cinq otages pour chacun de leurs blessés,

et dix autres otages pour chacun de leurs hommes tués, si les soldats russes tentaient de prendre l'hôpital d'assaut. Lorsqu'une tentative d'assaut a eu lieu le 17 juin, des otages auraient été forcés à se tenir devant les fenêtres et à servir de bouclier humain pour les combattants tchéchènes.

Lors d'une conférence de presse à l'hôpital, Chamil Bassaev aurait également déclaré qu'ils se battraient jusqu'à la mort, lui et ses hommes, et qu'ils exécuteraient les otages si cela était nécessaire pour que leurs exigences soient entendues. Ils demandaient que les troupes russes déclarent le cessez-le-feu et qu'elles quittent la Tchétchénie.

Les otages ont été pour la plupart relâchés lorsque le commando tchéchène a quitté Boudennovsk le 19 juin, mais une centaine de personnes ont accompagné "volontairement" le groupe pour servir de boucliers humains et n'ont été relâchés que lorsque le convoi a atteint la République tchéchène, le jour suivant.

Au moins 125 personnes seraient mortes entre le 14 et le 20 juin, à la suite des actions menées tant par le commando tchéchène que par les soldats russes.

Amnesty International, qui s'oppose à la prise d'otages et à l'homocide délibéré et arbitraire de civils, a déclaré que « le président Doudaev, dans sa capacité de chef des forces armées, devrait condamner publiquement ces exactions et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'aucun des corps placés sous son commandement ne commette plus jamais de tels actes ».

L'Organisation demande qu'une enquête rigoureuse soit menée pour dénoncer les responsables des exactions que les forces tchéchènes auraient commises à Boudennovsk, et que les résultats de cette enquête soient rendus publics. 1